



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
24 juillet 2000  
Français  
Original: anglais

---

### Session de fond de 2000

New York, 5 juillet-1er août 2000

Point 3 a) iii) de l'ordre du jour

**Activités opérationnelles du système des Nations Unies  
au service de la coopération internationale pour le développement :  
suite donnée aux recommandations de politique générale  
de l'Assemblée générale et du Conseil : rapport intérimaire sur la suite  
donnée à l'examen triennal des activités opérationnelles de développement**

**Projet de résolution présenté par le Vice-Président du Conseil, M. Bernd Niehaus  
(Costa Rica), à l'issue de consultations officielles**

### **Progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la résolution 53/192 de l'Assemblée générale relative à l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la résolution 53/192 de l'Assemblée générale du 15 décembre 1998 relative à l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et sa résolution 1999/6 du 23 juillet 1999;

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement<sup>1</sup> et de la liste récapitulative des questions relatives à la coordination des activités opérationnelles<sup>2</sup>;

2. *Réaffirme* que les activités opérationnelles du système des Nations Unies doivent avoir pour caractéristiques fondamentales, entre autres, l'universalité, le financement volontaire et à fonds perdus, la neutralité, l'impartialité et le multilatéralisme, ainsi que la capacité de répondre avec souplesse aux besoins des pays en développement, et que toutes ces activités opérationnelles doivent être entreprises à l'initiative de ces pays, en réponse et conformément aux plans, politiques et priorités en matière de développement national des gouvernements des pays bénéficiaires concernés;

---

<sup>1</sup> E/2000/46 et Add.1 et 2 et Add.2/Corr.1.

<sup>2</sup> E/2000/CRP.1

3. *Note* les progrès accomplis dans la simplification et l'harmonisation des cycles et procédures de programmation et demande aux fonds, programmes et institutions spécialisées participant aux efforts de coordination sur le terrain de prendre d'autres mesures pour améliorer et assurer la viabilité de ce processus, en particulier dans le cadre de la décentralisation et de la gestion financière;

4. *Prie* le Secrétaire général, dans le cadre de la préparation du prochain examen triennal en 2001, d'évaluer, en étroite coopération avec les pays bénéficiaires, la mesure dans laquelle ces pays ont bénéficié de cette harmonisation et simplification grâce, notamment, à l'amélioration de la coordination et des synergies dans la conception et l'exécution des programmes, ainsi que les obstacles rencontrés, et de faire les recommandations appropriées pour examen lors du prochain examen triennal global des activités opérationnelles de développement, en utilisant, notamment, le schéma directeur en cours et en dressant le bilan, entre autres, de l'examen commun à mi-parcours, de l'évaluation commune et des enseignements tirés de l'exécution de programmes communs, selon qu'il conviendra;

5. *Souligne* que les procédures de simplification et d'harmonisation, dans le cadre du processus de décentralisation, adoptées par les organes directeurs des fonds et programmes de l'ONU, devraient être adaptées aux besoins des pays en développement, tout en tenant compte de l'impact de ces procédures sur la capacité des pays bénéficiaires d'intégrer les programmes du système des Nations Unies au processus de développement national;

6. *Souligne* qu'il importe de faire en sorte que les gouvernements participent pleinement à la formulation et à la mise en oeuvre du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et invite instamment les fonds et programmes, agissant en étroite coopération avec eux, à continuer à examiner ces processus au niveau national en vue de les rationaliser et de les simplifier de manière à réduire les dépenses d'administration et les frais supportés par les gouvernements bénéficiaires ainsi que le système des Nations Unies;

7. *Prend note* des progrès réalisés et des obstacles rencontrés en ce qui concerne les plans-cadres et les bilans communs tels qu'ils sont exposés dans le rapport du Secrétaire général et encourage les fonds et programmes à s'attacher à mettre en place des plans-cadres des Nations Unies propres à promouvoir, sous l'impulsion des pays bénéficiaires, une réaction cohérente de l'ensemble des organes des Nations Unies, agissant en collaboration pour accroître l'impact de leurs activités au niveau des pays, en respectant pleinement et en appuyant les priorités nationales;

8. *Note* que les activités de coordination, bien qu'utiles, entraînent des coûts de transaction qui sont supportés par les pays bénéficiaires et l'ensemble des organes des Nations Unies et souligne la nécessité de procéder à une évaluation continue ainsi qu'à une analyse et à une évaluation des coûts par rapport aux dépenses totales des programmes d'activités opérationnelles pour le développement afin de maximiser l'efficacité et la faisabilité de ces activités;

9. *Réaffirme* l'importance que revêt l'exécution périodique d'évaluations communes indépendantes, transparentes et impartiales des activités opérationnelles au niveau national, sous la conduite des pays bénéficiaires, et avec le soutien du système des coordonnateurs résidents en vue de renforcer l'efficacité, la productivité et l'impact des activités opérationnelles;

10. *Prend note* des préparatifs de l'évaluation d'impact des activités opérationnelles, en particulier du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, demandée dans la résolution 53/192 de l'Assemblée générale, dans le cadre de la préparation du prochain examen triennal;

11. *Invite* les fonds, programmes et institutions du système des Nations Unies, avec la pleine participation du gouvernement bénéficiaire concerné au processus d'évaluation, à participer activement à l'élaboration de l'étude établie par le Secrétariat et d'y apporter leur concours;

12. *Encourage* une intensification de la coopération entre la Banque mondiale, les banques régionales de développement et tous les fonds et programmes, en vue d'améliorer la complémentarité de ces institutions et de mieux répartir les tâches, ainsi que le renforcement de la cohérence de leurs activités sectorielles, en se fondant sur les arrangements existants et en se conformant pleinement aux priorités des gouvernements bénéficiaires et, à cet égard, souligne l'importance d'améliorer, sous la conduite des gouvernements nationaux, la compatibilité entre, respectivement, les cadres stratégiques élaborés par les fonds, programmes et institutions des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods;

13. *Prend note* du dialogue en cours entre les membres du Groupe des Nations Unies pour le développement et les institutions de Bretton Woods et encourage la tenue de consultations analogues avec l'Organisation mondiale du commerce, en prenant pleinement en considération le rôle essentiel de coordination revenant aux gouvernements des pays, ainsi que les mandats respectifs de ces institutions, et leur demande de faire rapport au Conseil sur ce dialogue à sa prochaine session de fond, en particulier dans le cadre des préparations de l'examen triennal;

14. *Prie* les organismes des Nations Unies de prendre de nouvelles mesures pour inclure plus efficacement la coopération technique entre pays en développement dans leurs programmes et projets, et de redoubler d'efforts pour y intégrer les modalités prévues à ce titre, notamment en appuyant les activités du Groupe spécial pour la coopération technique entre pays en développement, et encourage d'autres institutions internationales compétentes à prendre des mesures analogues;

15. *Note* que la programmation sous l'impulsion des pays offre des possibilités supplémentaires d'utilisation par les pays des modalités de coopération technique entre pays en développement;

16. *Prie* les programmes et fonds de soumettre au Conseil, par l'intermédiaire de leur organe directeur des informations et des analyses sur la mesure dans laquelle les thèmes et objectifs intersectoriels issus des conférences mondiales ont été intégrés de manière cohérente dans leurs priorités en matière de programmes, ainsi que sur les mesures particulières prises en vue de mettre au point des approches complémentaires, en concertation avec d'autres organisations du système des Nations Unies, aux fins de promouvoir la réalisation d'objectifs de portée mondiale pour aider le Secrétaire général à établir le rapport qu'il doit présenter à l'Assemblée générale sur cette question par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

17. *Note* les progrès réalisés par le système des coordonnateurs résidents s'agissant d'aider les gouvernements à assurer un suivi intégré et coordonné des conférences mondiales et encourage les groupes thématiques au niveau du pays à poursuivre leurs activités concernant les domaines sur lesquels le Conseil a appelé l'attention;

18. *Encourage* le système des Nations Unies pour le développement à renforcer ses efforts concernant la promotion de l'équité entre les sexes, l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, en particulier en tenant compte des résultats de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » et la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Sommet mondial pour le développement social et au-delà : réaliser le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation »;

19. *Se félicite* dans ce contexte de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, lancée par le Secrétaire général pour 10 ans au Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Dakar le 26 avril 2000;

20. *Prend note* des enseignements tirés par les programmes et fonds de la mise en oeuvre de leur politique d'équité entre les sexes et demande que de nouveaux efforts soient déployés pour conserver les effectifs féminins qui se trouvent en milieu de carrière et pour encourager activement leur promotion professionnelle;

21. *Apprécie* les progrès réalisés à ce jour pour élargir le groupe des coordonnateurs résidents et améliorer l'équilibre entre les sexes au sein du groupe, et invite les fonds, programmes et organismes des Nations Unies à poursuivre leurs efforts en vue d'augmenter et de suivre la présentation de candidatures de femmes qualifiées aux postes vacants de coordonnateur résident;

22. *Recommande* de conserver la pratique qui consiste à organiser des réunions communes des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial en vue d'améliorer l'efficacité de ces réunions et prie à cet égard les fonds et programmes d'examiner la possibilité de disposer pour ces réunions de rapports communs établis par leurs secrétariats, axés sur des questions précises d'intérêt commun, afin d'assurer le suivi efficace des résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale concernant la coordination des activités opérationnelles de développement, et de faire rapport au Conseil à sa session de fond de 2001;

23. *Souligne* les progrès réalisés dans la coordination des activités opérationnelles pour le développement, ainsi que l'importance de poursuivre les efforts pour améliorer la coordination fondée sur une approche à l'échelle du système, et à cet égard, se félicite des initiatives prises récemment par des institutions spécialisées en vue de renforcer leur participation aux mécanismes de coordination interne, tels que le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations;

24. *Prie* le Secrétaire général, dans le contexte du projet d'examen triennal, de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante-sixième session, sur l'impact du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et des progrès réalisés dans l'application du cadre de financement pluriannuel, dans le cadre des efforts tendant à inverser la tendance à la baisse des ressources de base, et également en vue de renforcer l'efficacité et la productivité des activités opérationnelles du système des Nations Unies, en incluant, entre autres, des recommandations pour renforcer l'impact de ces processus, ainsi que pour le suivi approprié.